

Questions d'États

« La connaissance des grands principes permet de trouver en toutes circonstances les solutions qui conviennent »

Sun Tsu

Les débats qui se prolongent au sujet du Québec « dans le sein du Canada » ou « hors de son sein » ont peu ou rien à voir avec une idéologie politique ou philosophique, de « gauche » ou de « droite » se terminant en « isme ». La politique est affaire d'intérêts, de rapports de forces et d'effectivité et n'a rien à voir avec l'obstétrique. Pour ceux qui ne trouvent rien de mieux que schématiser les questions importantes et se donner bonne conscience en même temps, une idéologie assaisonnée de fausses analogies est commode. Ce réductionnisme simpliste a pour objet de laisser en suspens des questions trop difficiles à résoudre pour une majorité de politiciens, journalistes, fonctionnaires et ce qui est pire, des profs d'université dont on est en droit d'en attendre bien davantage et qui se réfugient dans le politically correct qui ne leur demande rien d'autre que se laisser conditionner et obéir comme les chiens de Pavlov. Commodes, les clichés et les métaphores qui maintiennent au niveau de l'image des questions aussi fondamentales que celles de l'État. La médiocrité est de règle. Elle est même la seule règle, celle qui fait triompher la paresse intellectuelle et mentale.

Ce qui est en jeu n'a rien à voir avec le « séparatisme », le « souverainisme », « l'indépendantisme », ou toute autre philosophie en « isme ». Entre Québec et Ottawa, entre Ottawa et les autres provinces de cet espace continental qu'on appelle Canada, des conflits surgissent et la propagande se charge de les réduire. Il n'y a au Canada qu'un seul pouvoir et qu'on se le tienne pour dit. Toute tentative de suggérer le pouvoir aux provinces est sédition, sinon trahison.

Le Canada est un continent et un continent est un espace géographique dont les caractéristiques se prêtent naturellement à la formation de plusieurs États, selon les circonstances et avec le temps bien entendu, car nul État ne naît spontanément. Dans les Amériques, les États se sont formés beaucoup plus rapidement qu'en Europe. Alors que le Portugal, la France et la Suisse ont vécu une période formative de douze siècles, que la Suède s'est constituée en État après quinze siècles, la Finlande, l'Allemagne et l'Irlande en dix-huit siècles, les États-Unis se sont constitués un État après seulement 156 ans de période formative et les États de l'Amérique latine existaient de fait et de droit en moins de trois siècles.

Le Canada n'a pas suivi la même trame que les autres États des deux Amériques.

Espace continental distinct, recouvert d'obstacles majeurs sur toute sa superficie, dont un gigantesque bouclier Précambrien qui domine par sa présence la moitié de tout l'espace continental canadien, obstacle majeur entre le nord et le sud, l'est et l'ouest, manquant de régions œkoumènes pour le développement idéal, toutes choses qui dispersent les populations et les rendent vulnérables et dépendantes à l'extrême sur les relations avec l'extérieur.

Il était évident en partant que ni le Québec ni le Canada ne seront jamais peuplés comme les autres États des Amériques, en commençant par son voisin du sud, où les populations sont regroupées dans d'immenses plaines longitudinales aux sols de bonne qualité et aux climats qui offrent l'avantage de longues périodes végétatives permettant jusqu'à trois récoltes par année. De plus, ces régions jouissent de communications maritimes incomparables par rapport aux possibilités très réduites offertes dans l'espace continental canadien. Le pouvoir est complètement dans ses communications; donc l'espace compris entre le 45e parallèle nord et le tropique du Cancer en Amérique était appelé en partant à la formation de macroéconomies et d'États gigantesques, qui tournent naturellement le dos

aux obstacles naturels tout aussi gigantesques de la partie la plus septentrionale des Amériques qu'on appelle Québec et Canada.

Un espace défendu par la nature et qui s'est avéré facile à défendre, tant sous régime anglais qu'au paravant sous régime français. En fait, un espace défendu par les colons du Saint Laurent, dont les services ont été réquisitionnés par les Anglais autant que par les Français.

On peut comparer l'histoire du Québec et du Canada à celle de la Scandinavie et des Balkans, régions du monde caractérisées par des populations peu nombreuses, dispersées, distancées et périphériques par rapport aux régions très peuplées des grands États d'Europe. Ces populations ont été dominées par des pouvoirs impériaux qui se sont succédés pendant presque un millénaire, jusqu'aux temps actuels, alors que les niveaux d'instructions, l'industrialisation, le développement des communications et les prises de conscience ont incité les peuples à se prendre en charge. Le pouvoir est complètement dans ses communications.

Comme le Québec et le Canada sont moins accessibles que la Scandinavie et les Balkans, il était naturel que leur colonisation et leur développement vers les statuts de nations et d'États surviennent plus tard. Le Québec est arrivé au point où se trouvait la Suède au moment de son indépendance en 1525, ou encore au point où se trouvait la Finlande au moment de son indépendance en 1920, avec le traité de Tartu que signa Staline.

Quant au pouvoir centralisateur, unitaire, artificiel et arbitraire d'Ottawa, on peut le comparer avec l'Union Kalmar en Scandinavie, qui débuta vers 1397 et s'effrita peu à peu depuis, non sans troubles ni guerres, jusqu'à l'indépendance du Groenland en 1980. On peut également comparer le pouvoir d'Ottawa aux empires qui ont dominé les Balkans, depuis l'avènement des premiers Habsbourg jusqu'à la chute de la Yougoslavie, soit une période de huit siècles, si on compte à partir de la guerre d'indépendance des Suisses contre les Habsbourg en 1291, jusqu'à nos jours.

Le Canada inféodé au pouvoir unitaire d'Ottawa ne durera pas aussi longtemps que l'Union Kalmar ni les pouvoirs centralisateurs des Balkans. Cette durée plus courte n'a rien à voir avec le sentiment ou le ressentiment, mais avec la géographie, les communications et l'histoire.

La géographie d'abord. Sur un total de près de dix millions de kilomètres carrés, les espaces oekoumènes et effectivement organisés représentent à peine 1% du territoire, comprenant les basses terres du Saint Laurent, les basses terres des grands Lacs et le delta du Fraser en Colombie Britannique. Seules les basses terres du Saint Laurent et le delta du Fraser ont des communications maritimes directement reliées à un océan. Les basses terres des grands Lacs sont enclavées et ne peuvent atteindre l'océan que par le moyen de canaux aux saisons de navigation limitées par l'hiver. Le transport par chemin de fer et par route est certes disponible mais il n'est pas économique et ne peut se maintenir que par des subsides directs ou indirects, notamment sous forme d'infrastructures payées par les taxes et impôts des citoyens, qui doivent en plus déboursier les frais de transport des marchandises.

Plus on s'éloigne des têtes de pont maritimes, plus le coût des marchandises est élevé et plus il est difficile de diversifier l'économie. La voie maritime naturelle du Saint Laurent, qui se termine à Montréal, offre aux Québécois des avantages marqués, par rapport à l'Ontario méridional, dont la fortune tient au fait que la région peut obtenir deux récoltes par année, que les hivers sont plus doux que dans le Saint Laurent et que le gouvernement d'Ottawa travaille à son avantage. Ces différences majeures d'intérêts rendent donc plus difficile l'inféodation du Québec au pouvoir centralisateur et unitaire d'Ottawa, qui ne travaille presque exclusivement pour l'Ontario, ainsi que P.E. Trudeau l'a affirmé, lorsqu'il a déclaré au journaliste torontois John Ibbitson que, pendant tout son temps

comme premier ministre du Canada, il n'a travaillé que pour l'Ontario. Cette situation qui se maintient toujours mais que masque la propagande ne peut plus durer.

Depuis la fin de l'ère des chemins de fer et de l'Empire Britannique, les plaines de l'Ouest ont perdu leur monopole du commerce du blé. Cette monoculture extensive avait déjà ruiné une partie considérable de leurs sols riches, noirs et organiques, comparables aux grandes surfaces de Chernozems de l'Ukraine, qui a déjà nourri l'Empire Romain. Comme conséquence, les plaines de l'Ouest devaient se tourner vers des économies beaucoup plus diversifiées, comprenant des cultures intensives à assolements triennaux mais la découverte du pétrole est venue changer la donne.

D'une part, les plaines de l'Ouest se sont détournées de l'Est du Canada pour se tourner vers la Colombie Britannique et l'océan Pacifique, voie de l'avenir. Elles tournent par conséquent le dos à Ottawa, qui ne représente plus ce qu'il représentait dans ces régions.

Si l'Ouest et la Colombie Britannique n'ont pas encore décidé de rompre tout lien avec le gouvernement fédéral, c'est sans doute parce que leurs populations ne se sentent pas assez fortes pour le faire. Il faudra au préalable que les États américains limitrophes aient décidé d'augmenter leurs pouvoirs et leurs prérogatives en face de Washington, ce qui se traduit effectivement en actes puisque la Constitution américaine dispose de mécanismes souples pour effectuer les transferts de pouvoirs de Washington vers les États qui en font la demande. Aucune souplesse analogue n'existe entre les provinces canadiennes et Ottawa, dont la volonté d'accaparer tous les pouvoirs est encore manifeste. La seule certitude qui demeure au sujet de l'Ouest canadien et américain : leur développement économique rend de moins en moins tolérable l'inféodation au pouvoir central de Washington et au pouvoir centralisateur, unitaire et arbitraire d'Ottawa.

Les communications.

Partout dans l'espace continental canadien, la route remplace le chemin de fer, qui sera bientôt repris par les provinces; les communications par satellites, le courriel et l'Internet remplacent peu à peu les grands journaux et les grandes chaînes télévisées. Selon Rupert Murdoch, magnat mondial de la presse, la majorité des grands journaux vont disparaître d'ici dix ans. Or, le pouvoir est complètement dans ses communications, de sorte que chaque fois que de nouvelles techniques de communications ont remplacé les précédentes, le pouvoir a peu à peu changé de mains. De nouvelles fortunes ont surgi alors que les anciennes se sont écroulées, faute de s'adapter assez rapidement aux nouvelles exigences. À cet effet, il faut étudier le dernier ouvrage des Tofflers (Alvin et Heidi), futuristes connus : *Revolutionary Wealth : How it will be created and how it will change our lives*, Alfred A. Knopf. New York. 2006. 492 pages avec index.

L'histoire.

Notre histoire nous a appris à nous méfier des défaitismes et à prendre en considération les facteurs et principes de continuité qui ont fait que, de colons installés dans le Saint Laurent depuis le Dix-septième siècle, nous avons fondé le Québec, dont nous avons fait notre foyer national et l'assise de notre État, naturel et optimal. Loin de nous détruire, l'adversité nous a rendus plus forts. Et maintenant, nous avons le savoir et les moyens d'apprécier avec rigueur et objectivité les contextes et les situations qui se présentent, de déterminer nos objectifs et de les traduire en actes avec une concentration maximale de l'effort et une économie de moyens. Connaître à fond les principes universels qui gouvernent tout État et savoir les mettre en pratique est encore la meilleure manière de réussir et de faire du Québec notre seul État. La géographie, l'histoire, les communications et les conditions de la vie présente sont avec nous. À nous d'agir.

René Marcel Sauvé, Géographe